



PARC NATIONAL DE LA REUNION

ARRÊTÉ N° DIR/I/2017/167

PORTANT AUTORISATION D'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION « DEKALAZ ORERE » DU 29/09/17 AU 01/10/2017

Le Directeur de l'établissement public Parc national de La Réunion

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L331-4-1 ;

Vu le décret n°2007-296 du 5 mars 2007 créant le Parc national de La Réunion et notamment son article 17 ;

Vu le décret n°2014-49 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du parc national de La Réunion, notamment les modalités d'application de la réglementation en cœur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°37/DRASS/SE du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1088 du 27 juin 2013 portant règlement permanent de l'emploi du feu dans le département de la Réunion ;

Vu l'arrêté DIR/SAADD/2009/001 du 10 juin 2009 portant réglementation de l'organisation et du déroulement des manifestations publiques dans le cœur du parc national de la Réunion ;

Vu la demande d'autorisation formulée par l'association « Met Ansanm » en date du 10 août 2017 relative à l'organisation de la manifestation intitulée « DEKALAZ ORERE » et enregistrée sous le n°DIR/AD/2017/211;

décide

Article 1

L'association « Met Ansanm » est autorisée à organiser du 29/09/2017 au 01/10/2017, la manifestation intitulée " DEKALAZ ORERE ", à Aurère , sur la commune de LA POSSESSION.

Article 2

L'association « Met Ansanm » doit respecter les prescriptions de l'arrêté DIR/SAADD/2009/001 du 10 juin 2009 susvisé conformément à son engagement du 10 août 2017;

Article 3

L'association « Met Ansanm » doit respecter les prescriptions particulières ci-après :

Information et sensibilisation des participants et de l'ensemble des personnels, bénévoles ou professionnels, impliqués dans l'organisation :

L'organisateur doit informer et sensibiliser les participants et l'ensemble des personnels impliqués dans l'organisation, sur le fait que la manifestation se déroule en « cœur » du Parc national de La Réunion, faisant partie du Bien inscrit au Patrimoine mondial par l'UNESCO, ce qui implique un comportement adapté et des prescriptions particulières vis-à-vis de la faune, de la flore, des paysages et du respect de "l'esprit des lieux".

Sensibilité du milieu au piétinement :

Les milieux naturels traversés et les espèces végétales qui les composent sont particulièrement fragiles ; cela implique une attention particulière pour les piétinements et le cas échéant pour l'installation du matériel et le stationnement des véhicules aux points d'assistance, de ravitaillement ou de bivouac. Les participants et l'organisateur doivent donc veiller à ne pas porter atteinte à la végétation.

Prélèvement de végétaux :

Le prélèvement de végétaux d'espèces indigènes, pour la confection de bâton de marche ou tout autre usage, est formellement interdit et passible d'amendes.

Signalétique et Balisage :

La mise en place du balisage doit être réalisé au plus près du jour de la manifestation, et au maximum huit jours avant celle-ci.

La signalétique de la manifestation et le balisage de l'itinéraire doivent être légers et n'utiliser que des supports amovibles.

Aucun balisage ou signalétique ne devra être réalisé avec de la peinture sur le sol, sur des supports naturels, sur du mobilier ou des panneaux existants, autres que ceux de l'organisation.

Toutes marques de signalétique ou de balisage, y compris les panneaux indiquant les points de ravitaillement, les postes de secours et d'assistance, seront entièrement enlevés au plus tard dans les vingt-quatre heures suivant la fin des épreuves.

A titre de recommandation, une rubalise personnalisée permettrait un meilleur suivi du balisage.

Déchets :

Tout abandon de déchets, même biodégradables (susceptibles de favoriser la prolifération des rats, constituant une menace pour les espèces d'oiseaux indigènes), est interdit et passible d'amendes.

L'organisateur doit veiller à maintenir les sites de rassemblements et les itinéraires empruntés en parfait état de propreté et vérifier qu'aucun déchet, même biodégradable (peaux d'oranges ou de bananes, restes de nourriture,...) n'ait été abandonné.

Le nettoyage des lieux et l'évacuation des dépôts éventuels doivent être opérés dans un délai de vingt-quatre heures après la manifestation.

Compte-tenu du nombre de participants, la présence de WC mobiles est nécessaire.

Feu :

L'usage du feu est strictement interdit en dehors des emplacements pérennes aménagés à cet effet par le gestionnaire des lieux.

A titre exceptionnel et dérogatoire et sous couvert de l'autorisation du gestionnaire des lieux, l'installation provisoire de deux foyers fixes, bâtis en dur, de 1,5 m de long, situés sur la zone de camping n°1 (confère cartographie du dossier de demande d'autorisation) et installées au centre d'une zone débroussaillée de au moins 10 mètres autour du foyer et à proximité directe d'un point d'eau est autorisée pendant la durée de la manifestation.

Les deux foyers fixes mentionnés ci-dessus seront entièrement démolis et la zone sera restituée à son état d'origine.

L'ensemble des points feux, permanents et provisoires , utilisés dans le cadre du festival " DEKALAZ ORERE " doivent faire l'objet d'une surveillance permanente permettant d'en assurer le contrôle ou l'extinction à tout moment.s

Nuisance sonore :

Une attention particulière doit être apportée au maintien de la quiétude des lieux et au respect de la réglementation en matière de nuisances sonores.

Publicité :

En vertu du code de l'environnement, la publicité est interdite en cœur de parc national. Par conséquent, aucune banderole-drapeau et autre support publicitaire ne sont autorisés.

Nombre de participants :

Pour cette édition, le nombre maximum de participants sera limité à 800 .

Article 4

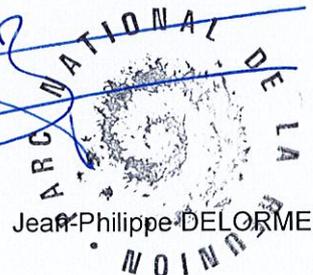
La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national de La Réunion et ne se substitue pas aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de la manifestation, notamment aux obligations concernant la sécurité des personnes.

Article 5

La présente autorisation est valable du 29/09/2017 au 01/10/2017.

Fait à La Plaine-des-Palmistes le 27 SEP. 2017

Le Directeur

Jean-Philippe DELORME


NB : cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis dans le délais de deux mois à compter de sa notification conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative.

Diffusion et publication :

- L'association « Met Ansanm »
- Sous-Préfecture de Saint Paul
- Commune de LA POSSESSION
- ONF
- Secteur Ouest du Parc national
- Recueil des actes administratifs du Parc national de La Réunion
- Affichage (2 mois)